

Nouvelles du JAPON

Vous pouvez également retrouver les Nouvelles du Japon en ligne sur www.fr.emb-japan.go.jp

Sommet de La Haye sur la sécurité nucléaire



© Cabinet Public Relations Office

Le Sommet sur la sécurité nucléaire, organisé les 24 et 25 mars à La Haye (Pays-Bas), a réuni les représentants de 51 pays, dont 31 chefs d'État (États-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne, Chine, Corée du Sud, etc.), et de 4 organisations internationales. A cette occasion, le Japon était représenté par le Premier ministre ABE.

En plus des sessions ordinaires permettant à chaque pays participant de présenter les initiatives mises en place, cette édition 2014 a également donné lieu à un exercice de simulation basé sur un scénario proposé par les Pays-Bas et au cours duquel les différents chefs d'État ont débattu de la lutte contre la menace du terrorisme nucléaire. De même, des séminaires ont permis aux chefs d'État de se réunir en petit nombre pour discuter de l'avenir de cette rencontre internationale. Ce sommet de La Haye aura été marqué par l'initiative des hôtes néerlandais d'accorder la primauté aux débats interactifs.

Rencontre entre le Premier ministre ABE et le Président HOLLANDE

A l'occasion de sa participation au Sommet de La Haye sur la sécurité nucléaire, le Premier ministre Shinzō ABE a rencontré le 24 mars dernier le Président français, M. François HOLLANDE.

En préambule, le Premier ministre ABE a exprimé sa profonde satisfaction quant à la concrétisation du « partenariat d'exception » entre le Japon et la France, auquel le Président français avait adhéré l'année dernière lors de sa visite d'État au Japon. M. ABE a également évoqué la Réunion des ministres des Affaires étrangères et de la Défense de la France et du Japon qui s'est tenue en janvier dernier, et souligné le rôle important de ce partenariat pour soutenir l'engagement du Japon en tant que « contributeur proactif de la paix ».

De son côté, le Président HOLLANDE a salué les avancées régulières de la Feuille de route pour la coopération franco-japonaise 2013 - 2018, élaborée lors de son dernier déplacement au Japon, ainsi que le renforce-

ment de la coopération dans le domaine de la défense et de la sécurité avec la tenue de la première réunion 2+2.

2. Évolutions futures des relations franco-japonaises

Le Premier ministre ABE et le Président HOLLANDE se sont entendus pour faire avancer concrètement la coopération franco-japonaise, notamment autour de trois axes majeurs : politique et sécurité, économie et culture

(1) Concernant le domaine de la politique et de la sécurité, le Premier ministre ABE a signifié son désir que les deux pays poursuivent leur collaboration en faveur de la paix et de la sécurité en Afrique, ainsi que dans le domaine des équipements de défense.

(2) Dans le domaine économique, le Premier ministre japonais espère que les deux pays développeront dans le futur leur coopération industrielle dans les secteurs du nu-



© Cabinet Public Relations Office

cléaire et des hautes technologies, à l'image du partenariat entre Areva et MHI en Turquie. Le Président HOLLANDE a répondu qu'il souhaitait que la France et le Japon développent leurs exportations de réacteurs nucléaires vers des pays tiers et renforcent aussi leur partenariat dans les autres domaines.

(3) Enfin, concernant l'éducation et le sport, le Premier ministre ABE souhaite développer des projets de collaboration dans le domaine sportif, concurrentement à la coopération interuniversitaire. De son côté, le Président HOLLANDE a exprimé son désir que les deux pays travaillent ensemble en faveur d'une reconnaissance mutuelle des diplômes universitaires.



© Cabinet Public Relations Office

Profitant de la tenue du sommet international sur la sécurité nucléaire à La Haye (Pays-Bas), un sommet du G7 s'est tenu dans cette même ville le 24 mars dernier réunissant les dirigeants du G7, le Président du Conseil européen Herman VAN ROMPUY et le Président de la

Sommet du G7 de La Haye

Commission européenne José Manuel BARROSO. Le Japon était représenté par le Premier ministre ABE. Cette rencontre a donné lieu à la publication de la Déclaration de La Haye G7.

Les pays participants s'étant entendus sur un programme d'aide à l'Ukraine destiné à stabiliser l'économie du pays, le Japon a proposé une aide financière d'un montant de 150 milliards de yen (env. 1,5 milliard d'USD). Cette initiative a été saluée par de nombreux pays.

Sur l'attitude à adopter à l'égard de la Russie, le Premier ministre ABE, tout en affirmant que les « tentatives de changement [des

frontières] par la force » ne pouvaient être tolérées, a souligné que la présente situation ne se limitait pas à la seule Ukraine, mais constituait une grave menace pour l'ensemble de la communauté internationale, notamment l'Asie. Ces déclarations ont d'ailleurs été approuvées par de nombreux participants. En outre, M. ABE a souligné la nécessité de poursuivre le dialogue avec la Russie et de résoudre le conflit par la voie diplomatique.

Lors de cette rencontre, le G7 a sévèrement condamné l'action illégale de la Russie et s'est prononcé pour une coordination de leurs futures actions.

50

les 50 années du Japon avec l'OCDE De l'après-guerre à aujourd'hui et

L'OCDE a contribué de manière significative au développement économique du Japon durant les 50 ans de son adhésion à l'OCDE en tant que premier pays non transatlantique en 1964, le Japon a participé activement à l'élaboration de ses analyses ainsi que de ses recommandations politiques.

Japon

Signature du Traité de San Francisco
1952

Adhésion aux Nations unies
1956



© UN Photo/MB

Adhésion à l'OCDE
1964

Nomination à la présidence de la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres

1978

1948

Création de l'OECE

L'Organisation européenne de coopération économique (OECE) a été établie pour assurer la mise en oeuvre du Plan Marshall, financé par les États-Unis, afin de reconstruire le continent européen ravagé par la Seconde Guerre mondiale.

1961

Instauration de l'OCDE

Le Canada et les États-Unis rejoignent l'OECE en signant la nouvelle convention de l'OCDE le 14 décembre 1960. L'OCDE est officiellement fondée le 30 septembre 1961 avec l'entrée en vigueur de la Convention.



© OCDE

1973

Choc pétrolier

1964-2013 Le Japon après son adhésion à l'OCDE

Croissance économique rapide des pays membres de l'OCDE et du Japon

Suite à son adhésion à l'OCDE en 1964, le Japon a retrouvé son statut d'économie de marché au sein de la communauté économique internationale. En appliquant les divers règlements internationaux et directives politiques formulés par l'OCDE, le Japon a établi un système socioéconomique transparent et respectueux de l'environnement, développé son commerce et ses investissements internationaux.

Les contributions du Japon à l'OCDE

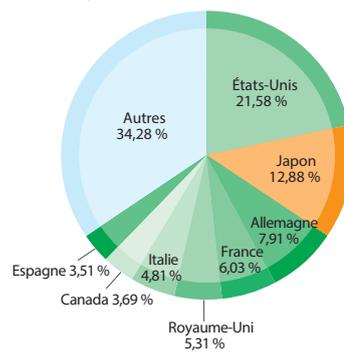
Contribution financière

Le Japon est le second plus gros contributeur financier de l'OCDE après les États-Unis, couvrant approximativement 12,9 % du budget principal de l'OCDE (budget partie I), soit environ 24 millions d'euros (2013). Le Japon participe également au financement de nombreux projets individuels.

Le rôle prépondérant du Japon

Avec la globalisation de l'économie mondiale et la position centrale de l'Asie dans la croissance mondiale, le Japon a œuvré en faveur d'un renforcement des relations entre l'OCDE et l'Asie. Le Japon a appuyé l'adhésion de la Corée du Sud à l'OCDE en 1996 et a occupé une position de premier plan dans les initiatives de l'OCDE pour faire face à la crise financière asiatique de 1997. Ces dernières années, le Japon a apporté un soutien financier à des programmes de l'OCDE visant à promouvoir l'investissement et à améliorer la gouvernance d'entreprise dans la zone ANASE, ainsi qu'à des initiatives de l'OCDE dans des domaines tels que la macroéconomie et le développement urbain. Le Japon a également joué un rôle clé dans les différentes phases d'élargissement de l'OCDE. En 2004, l'Ambassadeur de la Délégation permanente du Japon auprès de l'OCDE a dirigé la rédaction du

« Rapport Noboru », qui définit les critères et le processus d'adhésion, l'ampleur de l'élargissement ainsi que les relations avec les pays non membres. Lors des discussions sur l'élargissement de l'OCDE et l'Engagement renforcé (ER) avec les pays non membres en 2007, le Japon a joué un rôle décisif dans le renforcement des relations entre l'OCDE et l'Asie du Sud-Est. En particulier, le Japon a joué un rôle majeur dans l'établissement du Programme régional pour l'Asie du Sud-Est, quand il a été décidé lors de la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres de 2013 d'adopter la résolution sur le renforcement du rayonnement mondial de l'OCDE. Dans le domaine de la coopération pour le développement, le Japon, qui avait rejoint en 1960, avant son adhésion à l'OCDE, le Groupe d'assistance pour le développement (GAD) - devenu l'année suivante le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE -, n'a cessé depuis cette date de contribuer à l'essor de nombreux pays en développement. En particulier, le Japon a mis l'accent sur la nécessité d'établir des objectifs de développement concrets et un calendrier pour les réaliser, insufflant ainsi une dynamique nouvelle à l'établissement de la stratégie novatrice de développement énoncée dans « Le rôle de la coopération pour le développement à l'aube du XXIe siècle » par le CAD en 1996. Cette stratégie a finalement abouti à la formulation des Objectifs du Millénaire pour le Développement des Nations unies (OMD) en 2000. Le Japon a également présenté en 2003 une proposition pour améliorer la qualité des conditions de l'investissement dans les pays en développement, qui a servi de base au Cadre d'action pour l'investissement (CAI) formulé en 2006. Le Japon a toujours mené des discussions à l'OCDE dans le



Total : 186 millions d'euros

Contribution financière des principaux pays membres à l'OCDE

pour l'avenir

0 dernières années. Depuis son adhésion à l'Organisation et tiré le meilleur

A propos de l'OCDE

Établie en 1961 avec 20 pays membres, l'OCDE compte en 2014, 34 pays membres et plus de 1200 experts. Elle formule des analyses et des recommandations politiques variées dans les domaines de la macroéconomie, des réformes réglementaires et structurelles, du commerce et de l'investissement, de l'éducation, de la politique sociale ou de la gouvernance. L'Organisation a joué un rôle essentiel dans l'établissement de normes internationales dans ces domaines. Au fil des ans, l'OCDE a contribué de manière substantielle à d'autres forums internationaux comme le G8 et le G20.

Le ministre des Affaires étrangères Fumio KISHIDA annonce la candidature du Japon pour présider la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres en 2014. Le Secrétaire général de l'OCDE, M. Angel GURRIA, approuvera la candidature du Japon.



© Ministère des Affaires étrangères du Japon

Adhésion à la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) en tant que membre fondateur

1989

Le Japon assurera la présidence de la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres

Lancement des «Abenomics»

2013

2014

1985

1989

1999

2008

Signature des Accords du Plaza

Fin de la Guerre froide

Lancement de l'euro

Crise des subprimes



domaine de la fiscalité internationale. Il a notamment joué un rôle important à la présidence du Comité des affaires fiscales (CAF) en présentant le projet sur l'Érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS), soutenu par le G20 en 2013, afin de garantir une fiscalité appropriée des entreprises multinationales.

» 2014

Le Japon présidera la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres en 2014



© Bureau des Relations publiques du Gouvernement japonais
Le Premier ministre japonais Shinzō ABE, recevant M. Angel GURRIA, Secrétaire général de l'OCDE, en visite de courtoisie (2013)

2014 est une année historique pour le Japon, puisqu'elle correspond au 50^e anniversaire de son adhésion à l'OCDE. À partir de mai 2014, le Japon présidera pour la première fois depuis 1978 la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres. En tant que président, le Japon s'engage à partager les leçons et les expériences tirées de la reconstruction après le Grand séisme de l'Est du Japon, ainsi que des récentes politiques économiques et fiscales lancées par le Premier ministre Shinzō ABE sous le nom de « Abenomics ». De cette manière, le Japon compte prendre de l'avance en créant des directives concrètes pour permettre la réalisation d'économies et de sociétés résilientes, afin d'améliorer la gestion des risques et des incertitudes au niveau mondial, national et régional. Il mènera également les discussions sur l'avenir de la coopération pour le développement pour relever les différents défis auxquels sont confrontés les pays en développement.

» Futur

Avec la transformation de l'économie mondiale, le Japon va jouer un rôle majeur au sein de l'OCDE.

Le rôle du Japon au sein d'une économie mondiale en pleine mutation

L'économie mondiale a connu de brusques changements au cours de la dernière décennie. Alors que les États membres de l'OCDE comptaient pour environ 80 % du PIB mondial jusqu'aux environs 2000, on s'attend à ce que ce chiffre tombe à approximativement 60 % en 2015 avec l'essor des BRICs (Brésil, Russie, Inde et Chine) et des pays émergents d'Asie. Face à ce contexte, l'OCDE devra intensifier ses efforts pour mener sur la scène internationale les débats portant sur les nouveaux problèmes socio-économiques, ainsi que la promotion du commerce, de l'investissement et du développement durable. De ce point de vue, il est devenu d'autant plus important pour l'OCDE, de renforcer la coordination des politiques ainsi que les relations avec les États non membres. En tant que pays développé devant faire face à des agendas politiques d'un genre nouveau, le Japon contribuera activement aux discussions menées à l'OCDE sur des problèmes tels que le vieillissement de la population, l'environnement et le développement urbain. Le Japon prendra également l'initiative de formuler des règles internationales et de soutenir la réalisation de projets d'études et d'analyses via, par exemple, la mise en place d'un plan d'action concernant l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS) dans le domaine de la fiscalité internationale et la promotion de projets de recherche sur les chaînes de valeur mondiales (CVM) et la neutralité concurrentielle (entreprises contrôlées par l'État) dans le domaine du commerce. En outre, en tant que premier État asiatique membre de l'OCDE, le Japon cherchera à renforcer davantage les relations entre l'OCDE et les nations asiatiques, en particulier l'Asie du Sud-Est, dans différents domaines incluant la connectivité, la mise en place d'un environnement favorable aux entreprises et le développement urbain.

Le Musée du Louvre et le Japon : une longue amitié

Le musée du Louvre et le Japon entretiennent des relations depuis de longues années. En 1963, le gouvernement français a envoyé *La Vénus de Milo* au Japon (Tokyo et Kyoto). Pendant deux mois, 1 720 000 Japonais ont pu contempler la beauté de cette statue. En 1974, *La Joconde* a fait le voyage jusqu'à Tokyo. Exposée à Ueno, elle a attiré plus de 1 500 000 visiteurs en deux mois. On estime la fréquentation journalière à plus de 30 000 visiteurs.

Depuis 1991, 14 expositions composées principalement d'œuvres du Louvre ont été organisées au Japon dans les grands musées tels que le National Museum of Western Art rendant le Louvre très familier au public japonais. Les Japonais qui visitent le musée du Louvre sont également

très nombreux. En 2013, ils ont été 244 316 à visiter ses collections permanentes. Depuis 30 ans, les effectifs des visiteurs japonais ne cessent d'augmenter.

Pour le musée du Louvre, le Japon est en terme de mécénat un excellent contributeur. Le rôle des mécènes japonais ne se résume pas à de simples contributions financières, la particularité du mécénat japonais se remarque surtout dans l'expertise apportée dans les différentes activités ainsi qu'au niveau des équipements du musée. Le tableau ci-dessous en indique quelques exemples et il n'est pas exagéré de dire que le musée du Louvre continue à évoluer au rythme de l'innovation des entreprises japonaises.

NTV	Réaménagement de la Salle de la Joconde (1999~2005), des galeries de La Vénus de Milo (2010) Restauration de La Victoire de Samothrace et aménagement de l'environnement architectural (2013) Création du Fonds de dotation NTV (2012)
DNP	Museum-Lab phase 1 et 2 (2005~2013) Réimplantation de dispositifs au Louvre (2010~) Soutien pour l'exposition Solidarité au Japon (2012)
Toshiba	Rénovation des éclairages de la Pyramide, de la Cour Napoléon et de la Cour carrée (2010~2012) Rénovation du spot de la Joconde, des éclairages des Salles rouges et du Hall Napoléon (2013~) Soutien pour l'exposition Solidarité au Japon (2012)
Nintendo	« Audioguide Louvre - Nintendo 3DS » (mise en oeuvre en avril 2012) Soutien pour l'exposition Solidarité au Japon (2012)
Sumitomo Life	Soutien pour des projets en faveur du jeune public (2001~) Soutien pour l'exposition Solidarité au Japon (2012)
Konica Minolta	Soutien pour des expositions temporaires du Louvre (2007, 2009, 2010) Offre de dispositifs de mesure en 3D pour La Vénus de Milo, soutien pour l'exposition Solidarité au Japon (2012)
Kinoshita	Réaménagement du jardin du musée Delacroix (2011~2012) Réaménagement des salles des collections de Marie-Antoinette (2013) Projet Pyramide (2013) Soutien pour l'exposition Solidarité au Japon (2012)
ANA	Billets d'avion pour les déplacements officiels (2010~2012)



© 2010 Musée du Louvre/Angèle Dequier



© D.R.



© D.R.



© 2013 Musée du Louvre/Florence Brochère © D.R.

Restauration de La Victoire de Samothrace



© D.R.

Le grand chantier de restauration de La Victoire de Samothrace et de l'escalier Daru a démarré le 3 septembre 2013. Les travaux dureront plus d'un an et demi et nécessitent un aménagement exceptionnel. Découvert sur l'île de Samothrace au 19^e siècle, ce monument représente la déesse messagère de la Victoire se posant sur la proue d'un navire. Datant du II^e siècle avant J.-C., c'est un chef-d'œuvre de la sculpture grecque. Cette restauration d'envergure a pour objectif de nettoyer le monument, composé de marbres de natures différentes. La statue sera descendue de sa base en forme de bateau. Cela permettra ensuite de démonter les 23 blocs qui composent le bateau et le socle, de les nettoyer, de vérifier les assemblages et d'intégrer quelques fragments restés en

réserve. Le bloc en ciment placé entre la statue et le bateau sera supprimé, car il est certain maintenant que sa présence est scientifiquement infondée. Ce chantier exceptionnel a été rendu possible grâce au soutien de plusieurs mécènes dont la société Nippon Television Holdings, mais aussi par la campagne d'appel au don individuel « Tous mécènes ! » qui a rapporté 1 million d'euros.

Exposition « Rencontres »

En 2012, l'exposition « Rencontres » a été organisée dans la région sinistrée du Grand séisme de l'Est du Japon. L'exposition a été entièrement financée par le mécénat d'entreprises japonaises : Dai Nippon Printing, Kinoshita, Konica Minolta, Nintendo, Sumitomo Life Insurance, Taisho Pharmaceutical, Toshiba, Japan Airlines. De la même façon, la communication autour de cet événement a été assurée gracieusement par les principaux médias japonais. Après les catastrophes qui ont frappé le Japon le 11 mars 2011, le musée du Louvre a souhaité manifester sa présence et sa solidarité. Ainsi est né un projet d'exposition itinérante, au plus près des populations sinistrées.

Organisé par le Louvre, ce projet s'inscrit dans le cadre du programme « France - Japon : ensemble pour demain » initié par l'Ambassade de France au Japon les jours suivant le sinistre.

L'exposition a réuni vingt-quatre œuvres issues des collections du musée du Louvre sous le titre « Rencontres » et a été présentée dans les trois préfectures du Tohoku, à l'Iwate Museum of Art, au Miyagi Museum of Art, puis au Fukushima Prefectural Museum of Art.

Les liens qui unissent le Japon au musée du Louvre sont anciens et forts. Le public japonais du Louvre compte depuis toujours parmi les plus assidus du musée et de nombreux projets ont été menés en commun. Les récentes contributions par les entreprises japonaises viennent de réaffirmer cette amitié et ces liens.



<http://web-jpn.org>



Japan.
Endless
Discovery.

<http://www.visitjapan.jp/>

Publication éditée par l'Ambassade du Japon en France

7 Avenue Hoche 75008 Paris Tél: 01 48 88 62 00 Fax: 01 44 09 20 77 E-mail: info-fr@ps.mofa.go.jp

Les opinions exposées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Gouvernement japonais.